

Poursuites engagées :
Enquête en cours :

DÉCLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

PENSER A PARAPHER TOUTES LES PAGES DE LA DECLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

Le chef d'entreprise ci-après dénommé :

Nom, prénom :	Nationalité :
Date et lieu de naissance :	N° téléphone :
Situation matrimoniale :	
Domicile :	

Agissant en qualité de : (1)

Commerçant, artisan, auto-entrepreneur
exerçant une activité commerciale ou
artisanale

Assisté ou représenté par : (1)

Représentant légal de la société ci-dessous :

Nom, prénom, qualité :	
Adresse :	
Toque :	N° téléphone :

Déclare la cessation des paiements de l'entreprise :

Pour les personnes physiques (commerçant, artisan, auto-entrepreneur...) :

Nom, prénom :	N° d'identification(RM) (2):
	N° d'identification (RCS) (2):
Enseigne :	N° Gestion :
Activité exercée :	Code Naf :
Adresse de l'établissement principal :	N° Téléphone :
Conjoint :	Co-exploitant :
Nom, prénom :	
Adresse :	
Régime matrimonial :	

Pour les personnes morales (sociétés, associations...) :

Dénomination :	
Sigle :	N° d'identification (RCS) (2):
Forme juridique :	Capital :
Siège social :	N° Gestion :
Enseigne :	Code Naf :
Nom commercial :	
Activité exercée :	
Adresse de l'établissement principal :	N° Téléphone :

(1) Rayer la mention inutile

(2) N° SIREN en application du décret 97-497 du 16 mai 1997

2

Adresse (et éventuellement enseigne) des autres lieux d'exploitation en dehors du siège (ateliers, bureaux, usines, entrepôts...).

Date à laquelle l'entreprise a cessé ses paiements :

Nombre de salariés de l'entreprise :

Montant du chiffre d'affaires annuel en Euros (à la date de clôture du dernier exercice) :

Nom – Adresse et N° de téléphone du commissaire aux comptes, et du cabinet comptable ou de l'expert comptable :

3

ACTIF

(Inventaire des biens - Etat chiffré des créances)

	Valeurs en Euros	
	Disponible	Non disponible
IMMOBILISATIONS (biens immobiliers, fonds de commerce, mobilier, matériel, véhicules, immobilisations financières ...)		
VALEURS D'EXPLOITATION (stocks, en cours de production)		
VALEURS RÉALISABLES		
Créances sur clients (1)		
Autres créances (1)		
DISPONIBILITÉ		
Banque		
Caisse		
TOTAL GÉNÉRAL		

(1) N'indiquer dans la colonne « disponible » que les créances encaissables ou mobilisables sans délai.

PASSIF
(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÈGES GÉNÉRAUX Nom, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
a) SALARIÉS		
b) ADMINISTRATIONS FISCALES		
c) ORGANISMES SOCIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

6**PASSIF**
(Etat des dettes)

Nom, adresse et références	Montants dus en Euros	
	(TTC)	
	Echus	A échoir
B - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÉGES SPECIAUX		
a) CREANCIERS HYPOTHECAIRES		
b) CREANCIERS NANTIS		
c) AUTRES CREANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILEGES SPECIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

PASSIF
(Etat des dettes)

Nom, adresse et références	Montants dus en Euros	
	(TTC)	
	Echus	A échoir
C - CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES (SANS PRIVILEGE)		
a) BANQUES		
b) ASSOCIES CREANCIERS EN COMPTE COURANT		
c) AUTRES CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES DONT FOURNISSEURS		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

ENGAGEMENT HORS BILAN

Cautions données / crédits baux

	Montant en Euros (TTC)

RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ

	Montants en Euros (TTC)

TOTAL ACTIF ET PASSIF

TOTAL DE L'ACTIF :

disponible :Euros

Non disponible.....Euros

TOTALEuros

TOTAL DU PASSIF :

échuEuros

à échoirEuros

TOTALEuros

Pour les sociétés en nom collectif, en commandite simple ou les GIE :

Nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile des personnes responsables solidairement des dettes sociales :

Pour les professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé exerçant sous forme de société commerciale, préciser l'ordre professionnel ou l'autorité dont dépend la société : Nom, adresse :

Et pour les établissements financiers, cocher la case

Documents à joindre à la déclaration de cessation des paiements: (Code de commerce Art. R631-1)	Documents joints : (1)	
<ul style="list-style-type: none"> - Extrait d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers : - Etat complet des privilèges : - Comptes annuels du dernier exercice : - Situation de trésorerie de moins d'un mois : - Copie pièce d'identité du représentant légal : - Si l'entreprise exploite elle-même une ou des installations classées pour la protection de l'environnement (prévention des pollutions, des risques et des nuisances), copie de l'autorisation ou de la déclaration : - Prévisionnel de trésorerie et d'exploitation pour 6 mois (si demande de redressement judiciaire) : 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non

Existe-t-il un comité d'entreprise : (1)

Oui

Non

A défaut des délégués du personnel : (1)

Oui

Non

Des représentants ont-ils été désignés : (1)

Oui

Non

Si Oui, nom et adresse de ces représentants :

- PV d'élection du représentant fourni ce jour avec la DCP (1)

- PV d'élection du représentant fourni à l'audience en chambre du conseil (1)

(1) Rayer la mention inutile

Existe-t-il un comité d'entreprise : (1)	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
A défaut des délégués du personnel : (1)	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Des représentants ont-ils été désignés : (1)	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Si Oui, nom et adresse de ces représentants :		

Motifs qui empêchent la production des pièces manquantes ou incomplètes prévues par l'article R631-1 du Code de commerce :

Le soussigné (Nom, prénom) :

- Déclare que la société est actuellement en plan de continuation adopté par le TC de Paris
- Il n'a été désigné aucun mandataire ad hoc et il n'a été ouvert aucune procédure de conciliation dans les 18 mois précédant la présente demande
- Il a été désigné un mandataire ad hoc
Nom du mandataire ad hoc :
Date de désignation :
Par le Président du tribunal de commerce de :
- L'entreprise a fait l'objet d'une procédure de conciliation
Nom du conciliateur :
Date de désignation :
Par le Président du tribunal de commerce de :

Il sollicite : (1) - **LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE**
ou
- **LA LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Dans ce cas préciser les éléments de nature à établir que le redressement de l'entreprise est manifestement impossible.

Déclare le présent document, ainsi que les pièces annexées, sincères et véritables,

Fait à _____ le _____ Signature

(1) Rayer la mention inutile

11 PREVISIONS DE RESULTAT D'EXPLOITATION

	mois M (*)	mois M+1	mois M+2	mois M+3	mois M+4	mois M+5	rappel 3 mois précédents	rappel exercice précédent
Produits d'exploitation H.T.								
Marchandises								
Biens								
services								
Chiffre d'affaires								
Autres produits								
TOTAL produits T1								
Charges d'exploitation H.T.								
Marchandises / Matières 1ères (1)								
Loyers								
Autres achats et charges ext.								
Impôts et taxes								
Salaires et traitements								
Charges sociales								
Frais de licenciements prévus (2)								
Amortissements								
Autres charges								
TOTAL charges T2								
Résultat d'exploitation (T1-T2)								

(1) y.c. incidence variation des stocks

(2) salaires Non travaillés / indemnités de rupture etc...yc charge sociales

(*) 1er mois après ouverture de la procédure de redressement

12**PREVISIONS DE TRESORERIE (hors dettes à l'ouverture du R.J.)**

mois M (*) mois M+1 mois M+2 mois M+3 mois M+4 mois M+5

Solde début mois S1**Recettes TTC**sur activité avant mise en RJ

sur activité mois M et au-delà

TOTAL recettes T1

Dépenses TTC (*hors dettes à l'ouverture du R.J.*)

Marchandises / Matières 1ères

Loyers

Autres achats et charges ext.

Impôts et taxes

Salaires et traitements

Charges sociales

Frais de licenciements prévus

Autres charges

TOTAL dépenses T2

Incidence TVA (*hors dette de TVA à l'ouverture*)**Variation trésorerie du mois $V=T1-T2+TVA$** **Solde fin de mois $S2=S1+V$**

(*) 1er mois après ouverture de la procédure de redressement

